



2011

J'ai ma carte d'électeur :
Mon passeport pour le changement.

500 Fcfa

“Le Journal qui fait bouger le Cameroun” ■ Numéro 86 - Mai 2008

Directeur de publication : Pauline BIYONG ■ Récépissé de déclaration N° 00309 du 05 août 1993

CAMEROUN : LA RUMEUR GOUBERNE

SOMMAIRE

<i>La République de la rumeur : le Cameroun de la mi-2008</i>	2
<i>Quand le gouvernement camerounais ne peut améliorer son image</i>	3
<i>La question agricole et le Renouveau : l'art du pilotage en vue</i>	4
<i>Les arrestations spectaculaires comme mode de gestion politique</i>	5
<i>“La vie privée au Cameroun” : instrument de destruction nationale</i>	7
<i>De l'usage malhabile des compétences nationales</i>	8
<i>Emeutes de février 2008 : la 2^{ème} mi-temps ou la présidentielle en préparation</i>	10
<i>Ministère de la Communication : Jean-Pierre Goebbels est arrivé</i>	11
<i>Réunification et Unité nationale : deux discours diamétralement opposés</i>	12
<i>Brice Hortefeux ministre français de l'immigration : la rupture</i>	14
<i>Les raisons fondamentales d'une présidentielle surprise avant 2011</i> par Paul BIYA	15

“L'homme propose, Dieu dispose”

LA REPUBLIQUE DE LA RUMEUR : LE CAMEROUN DE 2008

On avait cru qu'avec l'avènement de la démocratie, et, plus particulièrement, de la liberté de presse, la rumeur allait enfin cesser au Cameroun. Erreur...

C'est reparti avec le règne de la rumeur au Cameroun. "On a dit que...", "il semblerait que...", "savez-vous que...", "il paraît que...", "on a arrêté untel...", "untel autre est déjà en fuite...", "on a retiré le passeport à untel...", "on a rattrapé tel...", "X a proposé de rembourser telle somme...", "Y n'est pas passé par quatre chemins, lui il s'est engagé à restituer tout l'argent dont son fils est accusé d'avoir volé...", "avant la semaine prochaine, Z passera, à son tour, à la police judiciaire...". "Tel ministre en poste a été entendu par la police." "Il y a remaniement ministériel". "Un tel a été démi de ses fonctions". Que n'entend-t-on pas, ces jours-ci, depuis que le sinistre oiseau, aux ailes toultes noires, dénommé épervier tournoie, sinistrement, dans le ciel du Cameroun, frappant on ne sait trop comment. Alors, tout le monde a peur. Enfin, pas tout le monde, les "immunitaires" d'hier, ceux, pour qui, les lois étaient faites pour les autres." Vous n'imaginez pas ! me retrouver devant un minus, un petit commissaire de police ! ou un petit commandant de brigade de rien du tout ! n'importe quoi...". Ils ont perdu le sommeil. La sonnerie du téléphone retentit : le cœur s'affole dans la cage thoracique. Un véhicule se trouve derrière le sien depuis un moment dans la rue : ça y est, on est suivi. C'est l'enfer. Mais, que cette rumeur provoque des cauchemars inouïs à des individus haut placés dans le régime, on a envie de dire, comme les gosses : " achuka ! ". C'est-à-dire, c'est bien fait. Ils n'avaient qu'à ne pas détourner l'argent de l'Etat, pensant que leur engagement en faveur du régime allait les prémunir de toute enquête, de tout contrôle, de toute poursuite judiciaire. En revanche, que celle-ci touche le sommet de l'Etat, il y a tout lieu de s'en inquiéter véritablement.

L'INTERVIEW DE PAUL BIYA A JEUNE AFRIQUE

Tout récemment, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire panafricain Jeune Afrique avait été aperçu au palais d'Etoudi. Aussitôt, la rumeur s'est mise en marche. " Paul Biya, le muet, a enfin décidé de s'exprimer dans un journal, ça fait si longtemps qu'il ne l'avait plus fait... " Alors, les Camerounais se sont mis à attendre, fébrilement, la parution de ce numéro qui s'annonçait, d'avance, explosif. De quoi aurait-il

parlé dans son interview ? Qu'y aurait-il révélé de spectaculaire aux Camerounais ? " Il a tout dit sur les arrestations ; pourquoi il arrête les gens ; les sommes d'argent en jeu ; ce qu'il compte faire de celles-ci ; il a également parlé de sa succession, déjouant ainsi les mauvaises langues qui chantaient déjà partout qu'il désire s'éterniser au pouvoir ; Maradona Biya y a, une fois de plus, driblé les Camerounais ; son coup de rein est supérieur à celui de Roger Milla quand celui-ci marquait des buts... ", etc. Bref, les Camerounais se sont mis à papoter, comme d'habitude. Certains avaient même déjà réservé, auprès des vendeurs de journaux, le fameux numéro, car, " les stocks de tels numéros s'épuisent rapidement ". Eh bien, il n'en était rien. François Soudan, en personne, est venu démentir tous ces ragots.

L'ABSENCE DE COMMUNICATION

En fait, si le Cameroun est retombé, près de deux décennies après la libération de la presse, dans la rumeur, c'est bien pour une raison : le président de la République, est beaucoup trop avare en paroles. Il n'est pas Abdoulaye Wade, le président sénégalais qui explique tout, à son peuple, à toute occasion. Il n'est pas, non plus, Omar Bongo Ondimba, qui, même éméché, s'entretient sans retenue avec la presse. Il n'a jamais été l'invité de RFI de grand matin. Il n'a jamais répondu à la moindre interview, à chaud, à quelque journaliste que ce soit, au sortir des rares conférences auxquelles il participe. Il n'a même, en plus de 26 ans de règne, jamais organisé une conférence de presse, tout court, que ce soit au Cameroun, qu'en France, où il adore, contre toute attente, s'exprimer. Bref, Paul Biya est Monsieur Silence. Ses propagandistes disent qu'il n'est pas un adepte de l'exhibitionnisme. Cet argument vaut ce qu'il vaut. Mais, qu'on le veuille ou pas, il est à la base du genre de rumeur qui secouent le microcosme politique national ces derniers temps. Elle est déjà bien loin l'époque où Paul Biya avait déclaré aux Camerounais, en leurs reprochant leur trop forte propension à la rumeur : "la vérité vient d'en haut, la rumeur vient d'en bas ; lisez la presse, écoutez le radio..." Ses concitoyens voulaient lire Jeune Afrique, pour éviter la rumeur, ils n'y ont rien trouvé... c'est la rançon du pouvoir personnalisé.

QUAND LE GOUVERNEMENT CAMEROUNAIS NE PEUT AMELIORER SON IMAGE INTERNATIONALE

Vu de l'étranger, le Cameroun est le pays le plus corrompu d'Afrique, c'est connu. Mais, ce qui surprend, c'est l'indifférence qui semble habiter le gouvernement camerounais, vis-à-vis de cette bien mauvaise réputation.

Il n'est que de consulter Internet, pour prendre la pleine mesure de la très mauvaise réputation du Cameroun à travers le monde. Pas un seul journal, quel que soit le continent et le pays, quand il n'est pas soudoyé, ne dit du bien, actuellement, de notre pays. En Allemagne, en Espagne, en Angleterre, en France, en Italie, aux USA, les Camerounais en sont arrivés à éprouver une véritable honte à décliner leur nationalité. "Le Cameroun? Deux fois champion du monde de la corruption" : telle est la réponse qui vous est jetée, aux oreilles, dès lors que, à l'étranger, hors du continent africain, vous brandissez votre passeport. Bien sûr, il existe encore bien des gens qui se mettent à imiter la danse de Roger Milla, lors de la Coupe du Monde de 1990 en Italie, après avoir marqué un but. Mais, ceux-là, deviennent marginaux. L'image de 1er pays corrompu au monde est venu effacer celle-là. Et ce ne sont pas les arrestations des dignitaires du régime qui viendront démentir cette image. Où a-t-on jamais vu, dans ce monde, tant de hauts responsables d'un régime gagner la prison, pour détournement de fonds publics, alors que celui-ci est encore debout ? C'est, habituellement, après la chute d'un régime que s'opèrent de telles arrestations. Mais, au Cameroun, même le Premier ministre serait interrogé par la police judiciaire. Pis encore, cela ne semble déranger personne. Pas même les militants du parti gouvernemental. Les concernés, eux-mêmes, s'ils avaient un brin de fierté, dès lors qu'ils sont interrogés par les services de la police judiciaire, devraient, d'eux-mêmes, poser leurs démissions. Mais, au Cameroun, on ne démissionne pas. On mange jusqu'à la véranda de la prison.

Une autre image, non moins reluisante, est venue se rajouter à la première : celle d'un pays où un vieux, au bilan des plus insignifiants, vient de décider, après 26 années de règne, et 41 ans passés au sommet de l'Etat, de demeurer à vie au pouvoir (il a été nommé directeur du cabinet civil d'Ahmadou Ahidjo au mois de décembre 1967). Il a envoyé l'armée, contre son peuple qui protestait devant sa décision de s'éterniser au pouvoir et contre la faim. Bilan : plus d'une quarantaine de personnes tuées, plus d'un millier jetées en prison. "Force restera à la loi", avait-il déclaré.

Enfin, le dirigeant suprême du pays, lui-même, a fini par se donner l'image d'un éternel vacancier au pouvoir auprès de la presse étrangère. Toujours parti, jamais là lorsqu'il est attendu. Une année, il avait lu son discours à la jeunesse, à l'occasion de la fête de la jeunesse, depuis sa chambre d'hôtel à Genève. Une équipe de la télévision nationale avait été dépêchée, auprès de son excellence, en vacances, pour recueillir ce discours. Chose à peine croyable, dans d'autres pays. Parfois, il arrive que le président de la République rentre, au pays, l'avant-veille ou la veille de la fête nationale, de retour, non pas d'une conférence où il serait allé défendre les dossiers du Cameroun, mais, plutôt... de vacances en Suisse.

A MAUVAISE IMAGE ZERO INVESTISSEUR

Si cette mauvaise image du Cameroun sur le plan international, n'avait pas d'incidence sur le déroulement des affaires, autrement dit du développement, tout court, il n'y aurait rien à dire. Malheureusement, celle-ci éloigne de notre pays de nombreux capitalistes qui désiraient venir y investir. D'une part, ils redoutent que leur argent ne disparaisse dans les poches de leurs différents et très nombreux interlocuteurs, d'autre part, qu'une émeute ne survienne, alors qu'ils ont déjà investi de grosses sommes d'argent dans le pays. On l'a vu tout dernièrement. Les jeunes insurgés, s'en sont pris aux biens de nombreuses entreprises étrangères, au nombre desquelles, le Pari Mutuel Urbain Camerounais, PMUC, grosse entreprise française bien connue.

Il y a quelques années, le gouvernement camerounais avait entrepris de nommer des journalistes dans les ambassades du Cameroun aux quatre coins du monde, avec pour mission de contribuer à l'amélioration de l'image de notre pays là où ils ont été désignés. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Internet est un nouveau moyen de communication. Rapide, peu coûteux, il est en train de révolutionner le monde. Les dirigeants de notre pays en tiennent-ils compte ? Dans notre pays moins de 4% de la population ont accès à ce puissant instrument. Et pourtant, qui a la communication aujourd'hui a le pouvoir.

LA QUESTION AGRICOLE ET LE RENOUVEAU : L'ART DU PILOTAGE A VUE

Gouverner c'est prévoir. Mais, dès lors que l'on ne prévoit pas, comment ne pas penser que l'on gouverne mal ?

Abdoulaye Wade, le président du Sénégal, dès que la crise alimentaire annoncée a été connue, n'a pas perdu un seul instant pour mettre en place un plan ambitieux de relance de l'agriculture dans son pays, et, en même temps, de la réalisation de l'autosuffisance agricole au Sénégal. Il l'a habillé d'une de ces formules dont il a le secret, et a déclaré qu'il lui suffisait d'une seule année pour relever le défi de la crise alimentaire au Sénégal. Il a même, dans la foulée, et sans coup férir, annoncé que le Sénégal produirait 500.000 tonnes de riz, 1.000.000 de tonnes de manioc, 1.000.000 de tonnes de maïs, etc, d'ici une seule année. Investissement : 304 milliards de francs CFA, dans l'opération. Comment ne pas être tenté d'applaudir, devant de telles déclarations ?

600.000 TONNES DE RIZ :

LA CONSOMMATION CAMEROUNAISE

A la lecture du plan annoncé, à grand renfort de publicité, par le gouvernement camerounais, pour juguler la crise alimentaire qui est en train de s'abattre, tout tranquillement, sur le Cameroun, on découvre une chose effarante : il ne s'agit, ni plus ni moins, que d'un ensemble de mesures pour dire que l'on a " fait quelque chose ". Naturellement que le gouvernement a fait quelque chose, mais quoi ? Pour quelle portée ? Avec quelle incidence ? Telles sont les questions que le commun des Camerounais est en train de se poser.

Les ménages camerounais consomment 600.000 tonnes de riz, annuellement, le tout étant entièrement importé. Et pourtant, il existait bel et bien une société d'Etat chargée de la production du riz, la SEMRY, basée à Yagoua. Mais, étant donné que l'importation du riz rapportait énormément d'argent aux pontes du régime, contrairement à une production locale, alors, la SEMRY a été, tout bonnement, coulée. Le dernier Directeur de cette société, lorsqu'elle était productive, avait été Tory

Limangana. Aujourd'hui que les pays asiatiques ont décidé de ne plus exporter leur production, que vont bien pouvoir faire les ménages camerounais ? Un ingénieur agronome, à Actualité Hebdo, l'émission bien connue de la CRTV, déclarait, tout récemment, qu'il n'était pas possible, au Cameroun, au regard des mesures préconisées par le gouvernement, d'assouvir la consommation des ménages camerounais en riz, avant20 ans ! N'est-ce pas inquiétant ?

REVOLUTION VERTE, MIDEVIV, CEINTURE VERTE, ETC, DISPARUS...

C'est le lieu, ici, de déplorer, grandement, la disparition des nombreuses sociétés agricoles para-publiques qui avaient vu le jour au Cameroun, il y a trente ans. On aurait pu procéder à la liquidation de toutes sortes de sociétés, sauf celles-là. Et même, si celles-ci ne pouvaient plus, en aucune manière, être réhabilitées, pour quelle raison n'avait-on pas songé à en créer de nouvelles destinées à remplir les mêmes fonctions ? Pour quelle raison les Comices agropastoraux ont-ils été arrêtés ? Qui pourra jamais répondre à ces questions cruciales ? L'histoire de l'humanité ne fournit aucun exemple de pays qui se soit développé uniquement par l'agriculture. Mais, dans le même temps, lorsqu'un pays se retrouve en train de dépendre de l'étranger pour se nourrir, c'est la catastrophe. Telle est la situation du Cameroun à ce jour. Une relance engagée de notre production vivrière et agricole par de plus importants investissements, reste aujourd'hui notre seul salut. Le soutien aux petits paysans doit être la priorité. Nous devons apprendre à produire au maximum et à consommer au maximum ce que nous produisons. La crise agricole actuelle est conjoncturelle et structurelle. Elle annonce la fin de la nourriture moins chère dans le monde. A nous de prendre la mesure de ce danger qui va destabiliser politiquement nos Etats, et accroître l'insécurité.

LES ARRESTATIONS SPECTACULAIRES COMME MODE DE GESTION POLITIQUE

Depuis que la fameuse opération épervier a démarré au Cameroun, on ne peut s'étonner de tout le spectacle qui entoure les arrestations des dignitaires du régime.

Fini le temps où le président de la République demandait, narquois, aux Camerounais, qu'il avait besoin de preuves pour procéder à des arrestations des voyous qui constituent l'armature de son régime. On s'en souvient, c'était un peu avant le retour du Cameroun à la démocratie. Le journaliste Eric Chinjé lui avait posé la question de savoir pourquoi tant d'impunité au Cameroun. Naturellement, avec pareille réponse, les indéclicats de son régime se sont lancés de plus belle dans les rapines publiques. Bien mieux, son propre parti politique, une fois le multipartisme revenu au Cameroun, s'est mis à se nourrir du fruit de ces rapines, se constituant, de cette manière, en receleur, tout bonnement. Qui rachète un bien volé en est un. Or, c'est ce que n'a cessé de faire le Rdpc depuis toujours. En fait, à travers cette déclaration stupéfiante du président de la République, la population comprendrait une chose, c'est qu'il était le protecteur, indirect, de ces voyous, car des preuves, le moins que l'on puisse dire, il en pullulaient. Des quartiers tout neufs de milliardaires de la fonction publique ont surgi de terre ces dernières années, comme de sortes de générations spontanées : Kowet City, Santa Barbara, etc. Les noms de ces quartiers, en eux-mêmes, sont déjà évocateurs du genre d'individus qui y réside.

RENDRE GORGE... PUIS PLUS RIEN

De la date de ce fameux entretien avec Eric Chinjé à ce jour, bien des années se sont

écoulées. D'énormes tonnes d'eau ont coulé sous les ponts du Cameroun. Beaucoup de parole, également, malheureusement. Un flot de propos héroïques mais sans lendemain. On a ainsi, successivement, entendu : " délinquants à cols blancs ", le peuple s'est mis à applaudir des deux mains, puis, plus rien ; " rendre gorge ", le peuple a de nouveau applaudi à se détruire les mains, puis, une fois de plus, plus rien ; " un cran de plus dans la lutte contre la corruption ", la surprise du peuple a été énorme, pourquoi graduer la lutte contre ces voyous, alors qu'il suffit de les arrêter une fois pour toute ? Cette fois-ci, le peuple a fait la moue : " on en a déjà entendu d'autres, des paroles de ce genre, sans lendemain ". Et, au vrai, la population a eu raison de penser ainsi. Car, après ces belles paroles, il n'y a plus rien eu.

LES BAILLEURS DE FONDS DONNENT DE LA VOIX

Devant ce cha-cha-cha politique, c'est-à-dire cette danse un pas en avant, un pas en arrière, les chancelleries occidentales, pour leur part, en ont eu assez. Les sous des contribuables de leurs pays d'origines, ne sauraient disparaître, indéfiniment, de cette manière, dans les poches des barons du régime du renouveau. La suite, on la connaît : " opération épervier ". Arrestations de dignitaires du Rdpc. Emmanuel Gérard Ondo Ndong, tout puissant patron du FEICOM, la banque des communes, grand représentant du Rdpc à la Cour Suprême, lors du

décompte des voix pendant les élections, Gilles Roger Belinga, tout puissant patron de la SIC, l'homme qui a barré la voie à l'opposition dans l'arrondissement de Mengong, département de la Mvila, province du Sud, Joseph Edou, tout puissant patron du Crédit Foncier du Cameroun, personnage qui a fait de même dans le Nyong et Mfoumou, Siyam Siewé, tout puissant patron du Port de Douala, barreur de voie du SDF dans le Haut Nkam, Etondé Ekoto, PCA du Port de Douala, l'homme qui s'était juré d'éteindre l'opposition chez les Sawa, etc. Mais, dans le même temps, l'épervier semble avoir un bec renifleur, ou plus exactement, il est à tête chercheuse. Certaines têtes, à l'évidence, lui sont plus antipathiques que d'autres. Il plane, plane, plane, mais, mais, n'arrête pas comme il se devrait. Alors, il tournoie, tournoie, tournoie, dans les airs, on aurait dit qu'il ne serait pas détenteur de la fameuse liste de 64 voleurs de la République, tel Ali Baba et les 40 voleurs. C'est à croire qu'il a été, lui-même, corrompu. On ne comprend pas qu'il tournoie, autant, sur les têtes des barons du régime pour de si maigres résultats. Il tournoie tellement, en déployant sa grande et terriblante voilure, sans véritablement se décider à fondre, en un vol piqué, sur les poussins du vol d'Etat en débandade dans la basse-cour Cameroun, qu'il a fini par agacer l'ambassadeur des Etats Unis d'Amérique. Celle-ci lui fait alors comprendre qu'elle est disposée à procéder au rapatriement du butin des rapines de ces voyous du Comité central du RDPC et membres du gouvernement de Paul Biya planqué en Amérique. Mais, qui, au Cameroun, est prêt à entendre de telles paroles, parmi les décideurs du pays ? Ne sont-ce pas ceux-ci qui ont planqué leur argent outre-atlantique ? Alors, son excellence l'Ambassadrice, aussi, a parlé... pour rien. C'est à peine si on ne lui a pas répliqué : " occupe-toi un peu de tes oignons..."

URBAIN OLANGUENA AWANA :

NE M'AVEZ-VOUS PAS ASSEZ HUMILIE COMME ÇA ?

En tout cas, pendant que cette "mégère" fourre sa grande bouche dans ce qui ne la regarde pas, le Ministère de la Justice, lui, agit. Il le fait même au grand jour, afin que nul n'en doute. Chaque arrestation est ainsi accompagnée d'un tapage médiatique extravagant, en mondiovision : caméras de la télévision, annonces au journal radio et télé, articles dans le journal gouvernemental, rien n'est laissé au hasard. Des personnes qui, tout juste hier, faisaient office de dignes représentants de la République, tant à l'intérieur des frontières qu'à l'extérieure de celles-ci, se retrouvent vilipendées comme on le ferait de pic-pockets attrapés dans un marché de salade. Il ne manque que les cris de la foule : " tiffmen ! tiffmen ! tiffmen ! ". Des personnes qui ont soutenu le régime lorsque celui-ci, hier, avait été en danger. Des personnes qui ont bourré les urnes avec ces grosses sommes d'argent détournées, pour que Paul Biya soit réélu, pour que Paul Biya obtienne sa " Majorité confortable " qui lui permet, actuellement, de réaliser son rêve de s'éterniser au pouvoir. " Badlock ! " crierait-on en langage camerounais. " Dan man he di crish ! " Est-ce que l'on scie la branche sur laquelle on est assis ? Lui, il s'en moque ... éperdument.

" YOU GO DO ME WATTY? " .

" La nuit des longs couteaux camerounais " : tel est ce à quoi les Camerounais assistent actuellement. Tout comme Adolf Hitler avait, l'espace d'une nuit, égorgé toutes les personnes qui avaient concouru à son accession au pouvoir, le régime du renouveau est en train d'éliminer, actuellement, un à un, patiemment, méthodiquement, ses soutiens d'hier. Il ne procède pas à l'arrestation des voleurs, mais bel et bien, des généurs. Le distinguo est de taille. La fin va justifier les moyens.

"LA VIE PRIVÉE AU CAMEROUN" : INSTRUMENT DE DESTRUCTION NATIONALE

*Sous d'autres cieux, la loi ne s'arrête pas devant la "vie privée".
Pour quelle raison le ferait-elle au Cameroun ?*

Bien que le temps soit passé, les Camerounais continuent à se poser la question de savoir quelle mouche avait bien piqué leur président de la République, lorsque celui-ci, alors que nul ne lui avait rien demandé, avait déclaré, au beau milieu d'un discours à la jeunesse, au sujet de la pédérastie, tel un cheveu dans la soupe : "c'est la vie privée des individus...". "Quoi !", s'était exclamé la majorité d'entre eux." Il est tombé sur la tête ? Il prend la défense des pédés ? " Les plus fûtés ne s'étaient pas privés de poser la question de savoir si le président de la République n'était pas au courant que le Code pénal de son pays condamne cette pratique ? Auquel cas, estime-t-il que sa simple parole suffit à biffer des articles du Code pénal ? S'était-il rendu compte de la gravité de ses propos, dès lors que tout acte criminel peut être considéré comme faisant partie de " la vie privée " ? Fumer le chanvre, appartient-il à la vie privée ? Battre copieusement son épouse, au point par exemple de l'assassiner, appartient-il à la vie privée ? Violer sa propre fille appartient-il à la vie privée ? Bon Dieu ! En tout cas, le Code pénal camerounais, pour sa part, n'a pas fait mention de ce concept. Une loi violée s'applique, vie privée ou publique. Seule solution, changer la loi, l'abroger, alors elle n'existe plus, et il n'y a plus de vie quelconque, privée comme publique.

QUAND LA " VIE PRIVÉE " EST EXIGÉE...

N'en déplaise à son excellence, cette singulière conception de la vie privée est en train de détruire, à petit feu, le Cameroun. Concours de l'Enam ? Avez-vous une "vie privée" ? Concours de l'Emiac? Avez-vous une "vie privée" ? Concours de l'Esstic? Avez-vous une " vie privée " ? J'ai besoin d'un marché. Avez-vous une "vie privée" ? J'ai des factures en souffrance aux finances. Avez-vous une "vie privée" ? J'ai besoin d'une promotion.

Avez-vous une "vie privée" ? Il y a un remaniement ministériel dans l'air. La "vie privée" chauffe, etc, etc, etc. Le pauvre Tonyé Bakoct, évêque de Yaoundé, a beau fustigé cette pratique au cours de ses homélies : personne n'en a cure. Bien mieux, pendant qu'il s'égosille du haut de sa chair, des " vies privées ", dans la cathédrale, sont en chaleur, s'y sont donné rendez-vous, et lui rient, copieusement, au nez. " Pauvre bougre ! Cause toujours avec ta morale, demeure bien dans tes nuages... ", entend-t-on par-ci, par-là.

NICOLAS SARKOZY POURFENDEUR

En France, le nouveau président de la République, pour sa part, a clairement annoncé la couleur. Il est contre. Bien mieux, il prône même, plutôt, le retour à la morale. Il fustige, de ce fait, les sociétés secrètes, l'homosexualité, l'usage de la drogue, etc. Il affirme que toutes ces déviances ne peuvent aboutir qu'à un seul et unique résultat : la perte de la France, son rabaissement, son abâtardissement, sa destruction. Il ne s'en cache pas. Il a déclenché la guerre à toutes ces pratiques quasi-démoniaques.

Aux Etats Unis d'Amérique, deux Etats de l'union ont fini par légaliser les mariages homosexuels : la Californie et le Massachusetts. Le tollé a été général à travers le pays. Du coup, d'autres Etats s'en remettent à la Cour Suprême des Etats Unis, et préconisent même, carrément, l'interdiction des mariages homosexuels par la Constitution. Dans ce pays, nul homme politique ne peut se hasarder à déclarer qu'«être " bilingue ", ou pratiquer la " marche arrière " fait partie de la vie privée de qui-conque. Mais, les Etats Unis d'Amérique sont une démocratie éprouvée ; tandis que le Cameroun, quant à lui, vit sous un régime ni démocratique, ni dictatorial, mais bien plus proche du régime dictatorial à fort penchant monarchique que démocratique. Alors, il est possible de tout s'y permettre...

DE L'USAGE MALHABILE DES COMPETENCES NATIONALES

On est passé, d'Ahmadou Ahidjo à Paul Biya, de la méfiance à l'endroit des intellectuels et personnes au cursus scolaire impressionnant, au règne de ceux-ci. Mais, pour finalement aboutir à leur destruction systématique.

Au lendemain de l'accession du Cameroun à l'indépendance, Ahmadou Ahidjo avait déclaré à des jeunes cadres camerounais rentrant au pays et en provenance de France : " dans bientôt, je pourrai me passer de vous, l'Ecole Camerounaise d'Administration, E.C.A. va me fournir des fonctionnaires dociles qui ne viendront pas me créer des maux de têtes comme vous qui revelez de France.. " Naturellement, cette déclaration avait été une véritable douche froide pour les jeunes diplômés d'universités françaises qui retournaient, le cœur plein d'enthousiasme, au pays natal, afin de le construire, étant donné qu'il était enfin indépendant. Ils en avaient été pantois. N'empêche. Ils s'étaient mis à servir leur pays, traqués par la police, épiés, surveillés, comme ils ne l'auraient jamais imaginé lorsqu'ils embarquaient à l'aéroport de Paris pour Yaoundé. De nombreux, parmi eux, n'ont pas supporté cette atmosphère de suspicion, et se sont empressés de rebrousser chemin. D'autres, en revanche, sont devenus des exilés internes, qui n'ouvriraient pas la bouche, se contentaient d'effectuer, consciencieusement, leur travail, tout en avalant d'incroyables coulevres. Les diplômés de l'ECA, Ecole Camerounaise d'Administration, effectivement, se sont mis à régner, insolemment, sur leur savoir, à les narguer, à les commander. Il n'y en avait que pour eux, les anciens élèves de l'ECA, devenue plus tard, ENAM.

**LE GRADE APPARTIENT À L'INDIVIDU ;
LA FONCTION A L'ETAT**

Pour bien montrer sa toute puissance, Ahmadou Ahidjo avait énoncé une terrible maxime : " le grade appartient à l'individu, et la fonction appartient à l'Etat... " Traduction, vous avez beau être ce que vous croyez être, détenir tous les diplômes de la terre, c'est moi, Ahmadou Ahidjo, qui peut faire de vous quelqu'un, ou rien du tout. Au Cameroun, on s'est ainsi retrouvé avec des individus titulaires du simple BEPC, en train d'en commander d'autres titulaires d'agrégations. Une aberration monumentale, une injustice inqualifiable, une abomination administrative. Bref, Ahmadou Ahidjo avait tenu parole : " dans bientôt, je pourrai me passer de vous, l'Ecole Camerounaise d'Administration, E.C.A, va me fournir des fonctionnaires dociles qui ne viendront pas me créer des maux de têtes comme vous qui revelez de France.. " Les Enamistes, avec leurs niveaux disparates, leurs formations approximatives, étaient devenus maîtres absolus du Cameroun : préfets, ambassadeurs, ministres, directeurs généraux de sociétés, conseillers techniques en tout, experts de n'importe quoi, etc. Il ne restait plus qu'à les affecter dans les blocs opératoires des hôpitaux, et à leur confier les avions de la Camair à piloter. Ils étaient, des " massa sabi all " .

**PAUL BIYA LE MESSIE DU 6 NOVEMBRE
1982.**

Mais, comme le Seigneur sait si bien faire les choses, un beau jour, patatras ! Ahmadou Ahidjo est congédié par la France, et est rem-

placé par son Premier ministre, Paul Biya. Tout le monde connaît l'histoire, inutile, par conséquent, de la raconter de nouveau. Dans le même temps, en revanche, tous les intellectuels camerounais, se sont mis à se froter les mains, estimant que leur heure avait sonné, que leur tour était arrivé. Et, ils n'ont pas eu tort. Les agrégés se sont mis à envahir le sommet de l'Etat, les sociétés parapubliques, les ambassades, le gouvernement. On est passé d'un extrême à l'autre. Sous Paul Biya, les certifiés diplômés de l'Enam, ont considérablement perdu en influence. L'entrée de l'Enam, elle-même, s'est améliorée. Des titulaires de licences se sont mis à postuler son entrée. Plus rien à voir avec l'époque où il suffisait de prouver une expérience de trois années dans la fonction publique camerounaise pour être éligible au concours de l'Enam.

Mais, ce faisant, quelle aura été la contrepartie de cette politique nouvelle ?

LA DESTRUCTION DES VALEURS NATIONALES

La contrepartie de cette politique nouvelle inaugurée par Paul Biya, on le découvre aujourd'hui, aura été le broyage de nombreux camerounais plus que compétent, à l'autel de la

politique. Siyam Siéwé, grand ingénieur à la performance et à la compétence reconnue de tous, qui aura réalisé de magnifiques ouvrages routiers, se retrouve, pour les besoins de la politique, Dg, puis ministre, et termine ses jours en prison : du gâchis. Joseph Owona, grand professeur de droit, se retrouve ministre, puis est finalement viré, mais ne retourne plus à l'université : du gâchis. Augustin Kontchou Kouemegne, grand professeur de sciences politiques, se retrouve Ministre de la propagande du régime, et ne peut plus former des jeunes Camerounais : du gâchis. Fritz Ntoné, grand chirurgien à la compétence reconnue de tous, se retrouve délégué du gouvernement à Douala, il ne peut plus suivre des malades dans un hôpital : du gâchis. Cette liste, il est possible de l'étirer pratiquement à l'infinie, et de voir combien le régime du renouveau, pour sa survie, a broyé l'élite camerounaise, la crème intellectuelle du pays.

Hier ministre, DG, aujourd'hui à Kodengui, alors que le contribuable a saigné pour leurs formations. Alors que leurs parents ont peiné pour qu'ils deviennent ce qu'ils sont devenus avec des pantalons troués par leur labeur. Aujourd'hui, leurs enfants diront eux aux autres mon père est en prison pour avoir volé l'argent des autres ! C'est plus que dommage.

Abonnez-vous à



Le Journal d'éveil citoyen, destiné en priorité aux abonnés.

Tél.: (237) 22.02.40.99 - 99.84.33.35

**Le journal La Cité demande la réouverture de la radio Magic FM et de la radio télévision Equinoxe.
La liberté d'expression est le seul grand atout du Renouveau.**

EMEUTES DE FEVRIER 2008 : LA 2^{ÈME} MI-TEMPS OU LA PRESIDENTIELLE EN PREPARATION

Tout démontre que Paul Biya est en campagne pour la prochaine élection présidentielle qu'il désire organiser par surprise. Mais sera - t - il en mesure de contenir la colère des insurgés de février dernier ?

A n'en pas douter, les " apprentis sorciers " de février dernier sont venus perturber le timing de Paul Biya, désireux de s'éterniser au pouvoir, d'y attendre la mort, ainsi qu'était parvenu à le faire Félix Houphouët Boigny, son modèle. Il détenait dans sa poche, une série de jokers : augmentation des salaires des fonctionnaires, lancement de quelques travaux d'envergure, recrutement dans les forces armées et dans la fonction publique, et, naturellement, arrestations sélectives et spectaculaires de gêneurs, ces voyous qu'il a secrétés et qui se sont attribués l'appellation " G11 ".

Malheureusement pour notre Paul National, l'homme propose, Dieu dispose. Pendant qu'il échafaudait ses plans, il avait oublié de prononcer une formule capitale : " si tel est la volonté de Dieu ". C'est une formule magique qui est à la base de la réussite des projets de tout croyant sur terre. Alors, au mois de février dernier : patatras ! le pays s'est embrasé. Même Yaoundé qui, jadis, respirait pendant que le Cameroun vivait, s'est retrouvé avec des brasiers dans ses rues. Le Président de la République n'avait nullement prévu cela. Les services de sécurité lui ont - ils menti ? Ont - ils eux-mêmes été dans le brouillard ? Impossible de savoir. Alors, il lui a fallu réajuster sa stratégie. Le BIR a été déversé dans les rues du Cameroun, la presse a été muselée, bref on est retourné en dictature...comme avant. Le Cameroun n'en sortira désormais plus que soit après le décès au pouvoir, de Paul Biya, soit après la défaite à l'élection présidentielle surprise qu'il prépare.

Mais, il y a lieu de redouter, pour lui une chose capitale, qui apparaît comme une véritable loi, tellement elle se vérifie. Il s'agit de la troisième mi - temps de toute insurrection manquée, et suivie d'un scrutin.

CHARLES DE GAULLE EN 1969

On se souvient qu'en France en 1968, le peuple était descendu dans la rue et était parvenu à paralyser le pays, pendant plusieurs semaines, cassant, brûlant, causant d'énormes dégâts matériels. Charles de Gaulle, le Président Français de l'époque, avait qualifié cette insurrection de " chienlit ". Pour sortir le pays de la crise, il avait révoqué son Premier Ministre, et avait organisé des élections législatives. La majorité, à savoir son camp à lui, les avait remportées. Alors, il avait cru que tout était rentré dans l'ordre entre le peuple et lui. Erreur monumentale que cette appréciation. Tout juste une année plus tard, voici qu'il engage le pays dans une réforme importante et, homme d'une fierté à nulle autre pareille, décide de la faire adopter par voie référendaire

et de se retirer du pouvoir en cas de vote négatif. Il était sûr de lui, venant tout juste, quelques mois auparavant de voir sa majorité remporter les élections législatives. Mal lui en a pris, il ne s'était pas rendu compte de la profondeur du divorce qui existait entre le peuple et lui, depuis les émeutes de l'année d'avant. Celui - ci l'attendait au tournant. On connaît la suite, les Français ont voté le " non ", à ce référendum, a sa grande surprise et déception. Il ne pouvait se dire. Il s'est retiré du pouvoir.

PAUL BIYA EN 1992

Paul Biya, sa suffisance d'Etoudi, a déjà connu, par le passé, une telle situation. Après être venu à bout de l'insurrection populaire de 1991, et avoir limité, grâce à la fraude électorale, les dégâts aux élections législatives qui ont suivi, il s'était aventuré à organiser une élection présidentielle anticipée, comme il adore le faire. Comme pour Charles de Gaulle, on connaît également le résultat. Le scrutin s'est terminé dans la confusion totale. Nul ne sait véritablement qui a remporté celui - ci. Et si nul ne le sait, c'est bien parce qu'il s'était produit la même situation qu'au Zimbabwe actuellement. Le MINAT et la Cour Suprême ont sorti leurs gommés. John Fru Ndi, le vainqueur présumé du scrutin, a alors eu le beau jeu de crier à la " victoire volée ". Comment lui prouver le contraire ?

LA PRESIDENTIELLE SURPRISE EN PREPARATION

Pour obtenir sa "majorité confortable" qui lui a permis, au parlement, de modifier la Constitution dans le but de s'éterniser au pouvoir, il avait dans son camp, pas moins de mille (1000) candidats sur le terrain, députés et conseillers municipaux confondus. Son parti n'a pu obtenir, sur l'ensemble du territoire, qu'à peine deux millions de voix, avec un taux d'abstention inégale, au Cameroun, le département du Wouri ayant atteint le score de 80%. Depuis ce scrutin, la désaffection nationale envers sa politique s'est accrue de manière exponentielle. Entre temps, en effet, il a dévoilé son véritable visage, à savoir un monarque au pouvoir. Ce qui a provoqué les émeutes de la faim du mois de février. Les arrestations spectaculaires et ciblées auxquelles il se livre, actuellement, sont - elles de nature à redorer son blason aux yeux des Camerounais ? Il y a profondément lieu d'en douter. Ce qui se profile plutôt à l'horizon, c'est bel et bien le sort de Charles de Gaulle en 1969 : le rejet total du personnage par les urnes, ce que l'insurrection n'a pas pu réussir.

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION : JEAN-PIERRE GOEBBELS EST ARRIVÉ

Qui a dit que les meilleurs ministres sont les ex-fonctionnaires des ministères où ils sont nommés ?

Un personnage d'une profession peut en remplacer un autre à la tête du ministère de cette profession, sans pour autant promouvoir celle-ci. Les Camerounais épris de liberté, le vivent, actuellement, avec amertume, depuis que Jean-Pierre Biyiti bi Essam est devenu ministre de la Communication, en lieu et place d'Ebenezer Njoh Mouelle, bien sûr, mais aussi de Jacques Fame Ndongo, dont les journalistes, ses confrères, n'hésitaient pas à déformer le nom en " Jacques Fameux Ndongo ". En tout cas, entre les deux journalistes de formation, Jacques Fame Ndongo, diplômé de l'École de journalisme de Lille en France, Jean-Pierre Biyiti bi Essam, de celle de Yaoundé, par ailleurs tous deux anciens élèves du Collège Vogt à Yaoundé, tous deux, également, devenus ministres de la communication, originaires du même département. C'est, le moins que l'on puisse dire, le jour et la nuit.

Du temps où Jacques Fame Ndongo trônait à la tête du Mincom, ce ministère présentait effectivement le visage d'un ministère de la Communication, en tout cas, ce que le grand public en attend. Bien sûr, ce personnage est l'auteur du curieux concept bien connu et raillé des Camerounais : " nouveau communicationnel". Il aura été l'homme des discours compliqués au point où toutes les fois qu'il ouvrait la bouche pour en prononcer un, les gens se jetaient sur leurs dictionnaires pour y déchiffrer, les mots, peu courants, auxquels il avait recours. Mais, en même temps, il se comportait en véritable parrain des journalistes camerounais. Il prenait la peine de protéger véritablement ceux-ci. L'un d'eux se retrouvait au fond d'une cellule de gendarmerie ou de commissariat de police ? Jacques appliquait avec son titre de ministre, et obtenait la relaxe de son confrère en garde à vue. Il avait même distribué aux journalistes camerounais le numéro de son cellulaire afin qu'il puisse être joint à toute heure, en cas de grabuge avec la police ou la gendarmerie. Bien mieux, c'est sous le ministère de Jacques Fame Ndongo que le Cameroun aura connu cette véritable explosion de l'audiovisuel qui se retrouve, à ce jour, bien menacée. Faudrait-il rappeler, car cela est particulièrement important, qu'il aura été à la base de l'initiative ayant abouti à l'ouverture des locaux publics destinés aux journalistes et qui portaient le nom de " Maison de la communication " ? En tout cas, après coup, on se rend compte que frère Jacques entendait bien sonner les matines, et qu'il ne dormait pas du tout.

**JEAN-PIERRE GOEBBELS
TEL ZORRO EST ARRIVÉ**

Son successeur, Jean-Pierre Biyiti bi Essam, se situe, de toute évidence, à l'opposé. Dès son entrée en fonction, il a frappé : fermeture de la " Maison de la Communication ". C'était son bonjour aux journalistes. Lui aussi s'est fendu d'une doctrine qu'il a dénommée, en imitation de son prédécesseur et ami : " newdeal communicationnel ". C'est un peu compliqué, mais ça veut dire, somme toute, la même chose. (Alors pourquoi compliquer ce qui est simple ?). Il a sans doute voulu épater les gens en s'exprimant en anglais. En tout cas, ce charabia a, aussitôt rendu public, démontré sa signification profonde. MAGIC FM, EQUINOXE: fermés. Le patron de RTS convoqué, de nuit, au Mincom. A sa sortie d'audience, suspension de ses fonctions de chef de chaîne du journaliste Benjamin Fouda Effa, sans ménagement, après un interminable sermon du père Siantou. Quel honte ! Jean-Pierre Goebbels, tel Zorro le vengeur, est arrivé, à la seule différence que, Zorro, lui, le héros, prenait la défense des faibles, tandis que notre Goebbels national, quant à lui, sera le véritable fac-similé du Joseph Goebbels, " ministre nazi à l'éducation du peuple et à la propagande ", proche collaborateur d'Adolf Hitler. Ses proches ne s'en cachent pas. " Il est venu mettre de l'ordre dans les médias camerounais, la création n'a que trop duré..." Du coup, il s'embrouille quelque peu. Il s'attèle à faire croire aux Camerounais qu'après Paul Biya, ce sera le déluge. Exactement comme parlait Ahmadou Ahidjo. Il noircit les pages du quotidien gouvernemental, Cameroon Tribune, transformé en véritable Pravda, ou encore en "La Voix de son maître ", avec l'image du chiot quelque peu abruti, voire hébété, écoutant, les oreilles dressées, la musique provenant du haut-parleur d'un tourne-disque, dans les années cinquante.

Joseph Goebbels, le collaborateur d'Adolf Hitler, s'était suicidé, le 1er mai 1945, à Berlin, après avoir empoisonné son épouse et ses six enfants. Qu'en sera-t-il de notre Jean-Pierre, au cas où il ne termine pas sa course en tête comme tous les autres ministres zélés du régime, qui étaient devenus plus royalistes que le roi, c'est-à-dire, plus Biyaïstes que Paul Biya en personne ?

REUNIFICATION ET UNITE NATIONALE : DEUX DISCOURS DIAMETRALEMENT OPPOSES

Une profonde confusion a fini par s'installer, durablement, dans la tête des Camerounais, à force de répétition. Il s'agit de la contre-vérité selon laquelle, " l'unité nationale ", version Ahmadou Ahidjo, et dont le couronnement a été la " révolution pacifique du 20 mai 1972 ", autrement dit, l'abolition de l'Etat fédéral et l'instauration d'un Etat unique, serait l'achèvement du combat entre-patrie par les Camerounais, dès la division de leur patrie par les Britanniques et les Français, le 4 mars 1916.

LE DISCOURS SUR LA REUNIFICATION : UN DISCOURS ANTI-COLONIALISTE

En fait, lorsque les Camerounais ont appris la division de leur terre par les nouveaux envahisseurs qu'ont été les Français et les Britanniques, elles se sont insurgés contre cette décision inique et, ont ressenti l'irrépressible besoin de reconstituer leur pays. Ils ont entamé un combat nationaliste, qui avait pour caractéristique de vouloir, à la fois, le départ des envahisseurs blancs, et la reconstitution de leur pays. C'était donc un nationalisme d'un type inédit, au monde, et particulier. Bien mieux, ce combat était d'autant plus nationaliste que, d'une part, les Camerounais estimaient que les traités douala-allemands, d'une durée de trente ans, venaient à expiration le 12 juillet 1914, ceux-ci ayant été signés le 12 juillet 1884, d'autre part, ils n'avaient nullement été consultés par les Britanniques et les Français, ni pour que ceux-ci prennent la relève des Allemands, ni pour que ces nouveaux envahisseurs procèdent à la division de leur pays.

Les Camerounais étaient d'autant plus fondés à le penser que l'arrivée des Allemands, sur leur terre, s'était produite sur la base d'une convention, c'est-à-dire, avec leur consentement matérialisé par les traités douala-allemands du 12 juillet 1884. Dès 1919, lors de la conférence de la paix à la fin de la première guerre mondiale à Versailles dans la banlieue parisienne, les Camerounais ont engagé la double bataille de la réunification de leur pays et de sa libération par les Britanniques et les Français. Mais, ils n'ont pas été entendus.

Le 20 juillet 1922, pour leur malheur, la SDN avait

plutôt, en guise de réponse, légalisé le partage et la domination du Kamerun par la Grande-Bretagne et la France, à la plus grande déception des Camerounais. A partir de cette année-là, les Camerounais n'auront de cesse d'adresser des pétitions au Comité Permanent des Mandats, CPM, organe de gestion des territoires sous mandat de cette organisation internationale, jusqu'à la fin de celle-ci, avec l'avènement de la seconde guerre mondiale.

La disparition de la SDN, a été un événement qui a été perçu, par les Camerounais, comme la fin, préalable également, de la domination étrangère dans leur pays, et la reconstitution de ce dernier. Mais, pour leur malheur, une fois de plus, leur sort a été décidé sans leur consentement. En effet, le 13 décembre 1946 ont été signés les accords de tutelle, entre les Nations Unies, la France et la Grande-Bretagne, sans consultation aucune des Camerounais. Ils ont simplement appris, un beau matin, que la domination de leur territoire et sa division, allaient se poursuivre dans le cadre de cette nouvelle organisation mondiale qui venait de voir le jour à San Francisco, c'est-à-dire l'ONU. Inutile de dire que cette nouvelle les a, de nouveau, attristés au plus haut point. Néanmoins, leur réaction ne s'est pas fait attendre, d'autant que la fin du second conflit mondial s'est traduit, pour eux, par l'octroi de libertés politiques par les deux colonialistes. Ils disposaient, désormais, de la possibilité de s'organiser en partis politiques.

Du côté sous domination française, le 10 avril 1948, c'est connu, ils ont créé un parti politique nationaliste, l'UPC. Son programme politique était, pour rappel, "réunification, immédiate, et indépendance". Du côté sous domination britannique, ils ont même fait mieux. La quasi-totalité des partis politiques qu'ils ont créés, ont tous inscrit la question de la réunification en tête de leur programme.

Mais, en revanche, les Franco-britanniques, pour ce qui les concerne, ne l'entendaient pas de cette oreille. Ils s'étaient déjà, et pour l'éternité, partagés notre pays, et il était totalement hors de question qu'ils remettent cela en cause. Ils se sont, en conséquence, mis à combattre, avec acharnement, côté français cette idée, et plutôt avec désinvolture, côté

britannique. C'est ce qui explique le fait que les nationalistes soient parvenus à prendre le pouvoir côté britannique, et qu'ils ont été tous assassinés, côté français.

En clair, le projet de réunification était, sans autre forme de mesure, nationaliste. Il était tourné contre la France et la Grande-Bretagne.

LE DISCOURS SUR L'UNITE NATIONALE : UN DISCOURS ANTI-NATIONALISTE

Quelle aura été la réaction des Français face à la détermination des Camerounais à reconstituer leur pays ainsi que celui-ci était au moment de sa division le 4 mars 1916 ?

Nous l'avons déjà dit, ils se sont mis à pourchasser les Camerounais qui promouvaient cette idée : Ruben Um Nyobè, Félix Moumié, Abel Kingué, Ernest Ouandié, Omog Gertrude, Isaac Nyobè Mpanjock, etc. Ce n'est pas tout, ils ont, à travers le Haut-commissaire Roland Pré, procédé aux massacres de la semaine du 22 au 28 juillet 1955.

Une fois Roland Pré limogé et remplacé par Pierre Messmer, d'abord, puis Jean Ramadier, ils ont introduit le discours sur " l'unité nationale " comme dissolvant de celui sur la " réunification et l'indépendance " que propageaient les nationalistes. Celui-ci, conçu par Jean Ramadier, a été énoncé, pour la première fois, le 18 février 1958, à l'occasion de l'investiture du second Premier ministre de l'Etat semi-autonome du Cameroun, Ahmadou Ahidjo. Dès le lendemain, à savoir le 19 février 1958, et jusqu'à ce jour, les Camerounais se sont ainsi retrouvés face à deux discours antagonistes, opposés, s'excluant l'un l'autre. Celui sur " la réunification et l'indépendance ", en langage courant, " Blancs, quittez notre pays et rentrez chez vous ", d'une part, et celui sur " l'unité nationale ", qui, lui, signifie, " c'est parce que vous êtes constitués en plusieurs tribus que vous ne pouvez pas progresser, que vous êtes sous-développés ; il vous faut donc être unis, et vous sortirez de la pauvreté " .

En clair, un discours de culpabilisation, pour les Camerounais, " vous êtes, vous-mêmes, la cause de vos malheurs, unissez-vous et ceux-ci prendront fin ", un discours de disculpation, pour les Français, " ils vous ont sorti des ténèbres, vous ont apporté l'hygiène, l'instruction, des routes, au prix de leurs vies ". En d'autres termes, les Français, au Cameroun, du mois d'août 1914 au 31 décembre 1959, n'ont égoïté personne, incendié aucun village, exploité aucun Camerounais, brûlé aucun

champ, pendu qui que ce soit, etc. En un mot, ils sont venus chez vous pour vous apporter la lumière, vous sortir de vos guerres tribales, de la barbarie dans laquelle vous viviez depuis la nuit des temps.

Comment résumer un tel discours ? Un discours anti-nationaliste.

Le 1er mai 1958, Ahmadou Ahidjo, en créant son parti politique à Garoua, l'Union Camerounaise, UC, en a fait son idéologie en trois points : 1/- Union nationale ; 2/- nation camerounaise ; 3/- coopération franco-camerounaise.

Quelles ont été les conséquences immédiates de ce discours dissolvant du patriotisme ? Les Camerounais ont commencé, par le gouvernement Ahidjo interposé, à se regarder à travers leur appartenance tribale, car, il ne fallait pas qu'une tribu quelconque n'en domine une autre. Les idéologues d'Ahmadou Ahidjo ont théorisé cette vision des choses à travers les thèmes du "développement harmonieux et équilibré de la nation", et de "l'équilibre ethnique, l'équilibre régional". Il fallait, dans chaque ministère, équilibrer les tribus, afin qu'aucune ne prenne le dessus sur une autre. Dans les concours administratifs, le régime d'Ahmadou Ahidjo a introduit une double citoyenneté : une "avantagée par le colonialisme", le Sud Cameroun, et une autre " désavantagée" par celui-ci, le Nord Cameroun. Jusqu'à ce jour, c'est ce discours qui prévaut.

Ruben Um Nyobè, quant à lui, lorsqu'il se rendait à l'ONU, ne le faisait pas pour y aller avantager les Bassaa, son groupe ethnique, au détriment des autres, mais, bel et bien, tous les Camerounais. C'est cet esprit qui gênait, considérablement, les Français, et qu'il fallait tuer. A ce jour, le moins que l'on puisse dire, est qu'ils y sont parvenus. Et c'est bien dommage...



Récapitulé de déclaration

N°00309 du 05 Août 1993

B.P. : 14702 Yaoundé - Cameroun

Tél. : (237) 99.84.33.35

E-mail : pauline_biyong@yahoo.fr

Directeur de Publication :

Pauline BIYONG

**LE JOURNAL DE LA LIGUE POUR L'EDUCATION
DE LA FEMME ET DE L'ENFANT (LEFEF)**

Rédaction : Alexandre KUMBA

David ATEMKEMG, Annie NGO NJOCK

Jean Paul KON - Adolphe Claude MBALLA

Relecture: Manial BIKANDA

Mise en page : Babel@t

Impression : JV GRAF

BRICE HORTEFEUX AU CAMEROUN : LA QUESTION DE L'IMMIGRATION, CELLE DU CO-DEVELOPPEMENT AU DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE

A l'invitation du Président Paul Biya, le Ministre Français Brice Hortefeux a séjourné au Cameroun du 18 au 20 mai 2008. Il a profité de son séjour pour réaffirmer la position du gouvernement français qui a évolué dans sa conception de la coopération avec l'Afrique. Il passe du " co-développement " au " développement solidaire " .

" Lorsque 1800 immigrés clandestins sont morts en 2007 aux portes de l'Europe sur des barques de fortune, victimes de réseaux et de passeurs, faudrait-il rester les bras ballants ? Lorsque des immigrés légaux font l'effort de respecter nos lois et de suivre le parcours d'intégration, faudrait-il n'en tenir aucun compte et ne pas faire de différence avec ceux qui rentrent en France illégalement et y séjournent sans y être autorisés ? Lorsque les gouvernements des pays d'émigration, eux-mêmes, nous demandent de ne pas piller leurs forces vives, faudrait-il refuser de les écouter et de gérer les flux migratoires avec eux de manière concertée ? A l'évidence, pour la France, comme pour tous les pays européens, la maîtrise des flux migratoires, condition du succès de l'intégration, est désormais la seule politique possible.

J'avance donc, sans à priori ni idéologie, avec trois principes simples. D'abord, la France a le droit de choisir - comme tout pays, ni plus ni moins - qui elle veut et qui elle peut accueillir sur son territoire. Ensuite, deuxième principe, l'étranger qui est accueilli légalement sur le territoire doit avoir, pour l'essentiel, les mêmes droits économiques et sociaux que les Français.

Enfin, sauf situations humaines particulières, tout étranger en situation irrégulière a vocation à être reconduit dans son pays d'origine, autant que possible de manière volontaire ou s'il le faut de manière contrainte. Rien de plus républicain : la France est un Etat de droit et dans un Etat de droit, chacun doit en respecter les règles. "

Tels sont les propos de M. Brice Hortefeux, Ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Développement Solidaire, dans le quotidien Le Monde du 24 avril 2008. Propos qu'il a réitérés lors de son séjour au Cameroun. Il pose clairement le problème du trop plein d'immigrés sur le territoire français. Pour les Camerounais, le chiffre est de 36.000, soit l'équivalent d'une ville entière comme Edéa, Mbalmayo ou Limbé, alors qu'en retour, il ne vit qu'un peu plus de 6000 Français au Cameroun actuellement.

LA CRITIQUE DU CO-DEVELOPPEMENT

Le gouvernement français avait d'abord énoncé le concept de " co-développement ", à savoir un développement réciproque. Mais bien vite, cela est apparu impossible. En effet, comment peut-on envisager un développement commun entre d'une part, un pays qui détient l'arme nucléaire, qui occupe la 5ème position au monde en terme de puissance économique, et d'autre part, d'autres qui sont encore sous-développés, ainsi que sont les pays africains ? C'est le président Abdoulaye Wade qui a, selon le Ministre Hortefeux, le mieux dénoncé cette situation. Du coup, le gouverne-

ment français a accepté de remplacer la dénomination co-développement par celle de développement solidaire.

L'AVENEMENT DU DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE

A ce jour, c'est cette nouvelle approche du développement entre la République française et le continent africain qui prévaut. Un développement basé sur la solidarité, et non plus sur l'égalité. Mais celle-ci se fonde sur des données plutôt alarmantes. D'ici 2030, le continent africain comptera 1,5 milliards d'habitants. La moitié de la population africaine est âgée de moins de 17 ans. Donc, si l'Europe n'y prend garde, en mettant sur pied une véritable politique de maintien sur place des jeunes africains, elle sera submergée par ceux-ci. La situation est d'autant plus critique que, le tiers de la population africaine vit avec 1 euro par jour, de revenu. Le gouvernement français n'est pas contre les flux migratoires mais il prône une immigration choisie et concertée dans la transparence, dans la légalité.

Le Ministre Hortefeux indique que l'aide française au développement est de 9 milliards d'euros, alors que les envois d'argent des émigrés africains à destination de leurs familles demeurent dans leurs pays d'origine, s'élevant à 8 milliards d'euros, avec des frais d'envois élevés qui profitent aux structures de transfert étrangères.

9 milliards d'euros d'aide publique au développement, plus 8 milliards d'euros de transferts financiers des immigrés font un total de 17 milliards d'euros que le gouvernement français désire faire bénéficier, effectivement aux populations africaines, et non aux élites corrompues au pouvoir en Afrique, ni aux intermédiaires financiers. En conséquence, le gouvernement français est en train de mettre en place un service de transfert de fonds, moins onéreux, au bénéfice des populations africaines et propose qu'une bonne partie de ces envois qui est actuellement destinée à la consommation, soit avec son aide orientée vers des investissements productifs. Le gouvernement français souhaite également pour l'aide au développement dont il dispose, travailler désormais face à face avec les destinataires de l'aide et non plus les gouvernements. Une nouvelle approche qui marque la rupture prônée désormais dans les relations France-Afrique. Le gouvernement camerounais, par la voix de son président, souhaite la signature d'un plan Marshall entre la France et l'Afrique. Les deux positions vont-elles convergées vers un consensus ? Ce qui est sur, c'est qu'à l'instar du Gabon, du Congo, du Sénégal, du Bénin, de la Tunisie, le Cameroun va, avant la fin de l'année, signer l'accord d'immigration et de développement solidaire avec le Ministre Hortefeux. Nicolas SARKOZY y tient. La bévée des camerounais pris en flagrant délit de faux dans ce domaine, ce week-end à Paris risque d'accélérer l'accord.

LES RAISONS FONDAMENTALES D'UNE PRÉSIDENTIELLE SURPRISE AVANT 2011 PAR PAUL BIYA

Le président de la République, de toute évidence, n'attendra et pas l'année 2011 pour organiser la prochaine élection présidentielle.

Il ne fait l'ombre d'aucun doute que Paul Biya serait en train de préparer, pour cette année, une élection présidentielle surprise. Tout d'abord, en sa qualité de grand joueur de Songo, jeu qui, justement, est basé sur la ruse, la mise en difficulté permanente de l'adversaire, les attaques surprises, cela fait partie de sa psychologie. Il n'est que de se rendre compte de la récente modification constitutionnelle. Il a commencé par nier, catégoriquement, de penser à cela, et que le Cameroun avait d'autres priorités. Il l'a fait à Paris, on s'en souvient, en accordant une interview à une télévision française, démontrant ainsi, une fois de plus, sa vassalité à la France. On n'image pas du tout Nicolas Sarkozy en train de venir à Equinoxé ou Canal 2 International, annoncer, aux Français, la manière dont il entend mener la politique nationale. Le président camerounais, lui, l'a fait, le cœur totalement tranquille. But recherché et suscité, en coulisses : amener les propagandistes de son parti à inonder les ondes radio d'apels pressants à une modification de la constitution afin qu'il puisse de nouveau se porter candidat à la fonction présidentielle. Une fois de retour au Cameroun, c'est ce à quoi nous avons assisté. Puis, dans son message de fin d'année aux Camerounais, il a, cette fois-là, véritablement dévoilé le fond de sa pensée, en annonçant qu'il allait procéder à une modification constitutionnelle. La suite, on la connaît : émeutes de la faim du 25 au 29 février 2008. Répression sauvage. Recours à l'armée, comme à l'accoutumée. Enfin, ouverture de la session parlementaire, et, dans les tous derniers jours de celle-ci, après avoir donné l'impression à l'opinion nationale qu'il avait différé l'exécution de son projet, introduction surprise du projet de loi portant modification de la Constitution à l'assemblée. La surprise a été d'autant plus grande que même les dignitaires

des instances les plus élevées de son parti politique n'étaient au courant de rien. Elles n'en ont été informées qu'une fois le projet de loi déposé, c'est-à-dire, comme monsieur tout le monde. A présent que ce projet qui lui tenait particulièrement à cœur est adopté, il ne lui reste plus qu'à en tirer profit. Pour ce faire, il préparerait de nouveau une surprise monumentale aux Camerounais. Tout le monde s'attend à ce qu'il achève, tranquillement, le mandat présidentiel en cours, en 2011. Erreur. C'est justement le genre de situation dont il raffole et dont il se sert pour frapper. Dans les prochains jours, il pourrait déclencher, à travers son parti, une formidable campagne surprise d'appels à une élection présidentielle anticipée, afin qu'il organise celui-ci, contre toute logique apparente, avant la fin du mandat en cours.

La question que l'on devrait, désormais, se poser est la suivante : pour quelles raisons le fera-t-il ?

L'OPPOSITION CAMEROUNAISE LEGALISEE SE TROUVE ACTUELLEMENT DANS SA PLUS MAUVAISE POSTURE DEPUIS QU'ELLE EXISTE

Il le fera pour deux raisons fondamentales, dont la première est la situation déliquescence de l'opposition camerounaise à ce jour.

Le moins que l'on puisse dire, est que le grand joueur de Songo qu'il est, est parvenu à dompter, totalement, l'opposition camerounaise. Son régime, pour cela, a procédé par la corruption, l'achat des leaders de l'opposition, le trucage électoral, l'adoption de lois mettant en difficulté cette dernière à l'instar de la loi électorale à un tour, tant pour les présidentielles que pour les législatives, etc. La tâche lui a été d'autant plus aisée que ces leaders sont tous d'anciens militants de l'Unc et du Rdpc, c'est-à-dire du parti

unique comme lui, à qui la chance n'a pas souri d'être nommés ministres, ou de l'être encore au moment de l'instauration du multipartisme au Cameroun en 1991. Ils se sont retrouvés dans l'opposition, on a envie de dire, " par défaut ", en tout cas, véritablement, faute de mieux. C'est tout ce qu'il leur restait à faire pour escompter rentrer au gouvernement, ou y retourner. Ces individus ont ainsi totalement court-circuité l'opposition de toujours, celle qui a fait la prison sous Ahidjo, a connu l'exil, la persécution, et ont, au final, détruit toute l'opposition. Actuellement, celle-ci n'existe plus que de nom, étant totalement incapable d'inquiéter le régime. Bien mieux, ce dernier la soudoie même, fréquemment, pour qu'elle ne disparaisse pas. Ce qui lui permet de démontrer, à la communauté internationale, que la démocratie est effective au Cameroun. On se souvient, par exemple, des montants impressionnants qui ont été révélés, par un commissaire de police ex-agent des renseignements généraux, et qui avaient été alloués à qui l'on sait.

LA TERREUR DE L'INTERVENTION DIRECTE DU PEUPLE LUI-MEME

Mais, autant Paul Biya est venu à bout de ses anciens camarades de l'Unc et du Rdpcc devenus opposants et dont il se moque éperdument, autant il se méfie, considérablement, du peuple, qui, nous venons de le voir en février dernier, à fini par mettre de côté, cette opposition complice du régime. Il se retrouve, actuellement, face à ce qu'il est possible de considérer comme une " opposition directe ", c'est-à-dire qui n'a plus du tout recours aux intermédiaires que sont les partis politiques. Comment tordre le cou à cette opposition d'un genre nouveau, sur laquelle il n'a que très peu d'emprise ? La peur que lui inspire cette nouvelle opposition est à l'origine de sa décision de faire adopter sa modification constitutionnelle par le Parlement, plutôt que par référendum, institution où il dispose de ce que lui-même a qualifié de " majorité confortable ". Il ne pouvait, nullement, se hasarder à organiser quelque référendum que ce soit, se sachant d'avance battu. Il ne lui était non plus possible de procéder comme Ahmadou Ahidjo en 1972.

Ce dernier n'avait fait placer dans les bureaux de vote que deux types de bulletins : le OUI et le YES. La population avait à choisir l'un de ceux-ci. Ce n'est pas tout, en bon élève de son prédécesseur, il ne peut oublier que les Camerounais avaient voté NON au référendum du 21 février 1960, sur la première Constitution du Cameroun, et que Ahmadou Ahidjo avait dû procéder à un bourrage sans précédent des urnes pour faire adopter sa Constitution. Il avait, sur ce point, surpassé de très loin l'administration coloniale. En d'autres termes, il redoute considérablement le peuple, et a ainsi bâti son régime sur la mise à l'écart systématique de celui-ci. Ce n'est pas uniquement du peuple dont il se méfie. Même de son propre parti politique. A preuve, il n'en tient plus de congrès du tout, sinon, uniquement, pour se faire reconduire à sa présidence. Pour tout dire, son régime est devenu paranoïaque. Dans cette optique, il est lancé dans une course de vitesse contre les Camerounais. Il se rend bien compte que ceux-ci finiront par se structurer, politiquement, à force de se mobiliser spontanément ainsi qu'ils le font actuellement, et, probablement, donneront naissance à de nouvelles formations politiques qu'il ne pourra plus contrôler, et dont il ne pourra plus, non plus, anéantir l'action. Le temps joue ainsi contre lui. Il lui importe, en conséquence, de prendre, une fois de plus, le peuple de vitesse, en anticipant la présidentielle. Peu lui importe qu'il perde, pour cela, deux ou trois années sur le mandat en cours. Mais les dispositions de la Constitution seront-elles une fois de plus ignorées ?

**“Si un roi
ne fait plus peur,
il est déjà mort” .
Machiavel**